

Déclaration de la Société Civile 2013

Introduction

En tant que fournisseurs directs de services, et ONG sur le terrain, nous vivons et travaillons avec les personnes vivant dans la pauvreté sur une base quotidienne. Nous cherchons à collaborer avec elles pour surmonter les inégalités. Nous soutenons leurs efforts pour sortir de la pauvreté, avoir un travail décent et vivre dans une société inclusive.

Nous avons à cœur tous les aspects de la société, en particulier la façon dont nos activités influencent toutes nos relations. Cela inclut les relations étroites et immédiates entre les individus, ainsi que celles qui ont un impact sur la politique, l'économie et le droit. Cela va des relations entre les communautés, jusqu'aux groupes en matière de relations entre les peuples et les nations.

Cela exige de l'intégrité : sans intégrité, il n'y a pas de conscience sociale ou de responsabilité. S'il y a de l'action sociale; elle ne sert que des intérêts privés et des logiques de pouvoir. Et, la fragmentation sociale suit.

Dans un monde globalisé où tout est souvent régi par des moteurs économiques et financières, on peut parfois perdre de vue les individus et la planète. Pourtant, ces derniers doivent être aidés et protégés. Quand la richesse et le pouvoir sont recherchés comme une fin en soi, il ya un risque que la société soit réduite à une collection d'individus, et que le bien commun soit limité pour correspondre aux résultats escomptés par le privé au profit des firmes. Cela peut légitimer des formes d'indifférence sociale.

Pour certains, la seule façon de parvenir à un développement est le marché. Cela a tendance à concentrer la richesse dans les mains d'une minorité. Nombreux sont ceux qui ont vu leur pouvoir économique et leur réelle capacité d'influencer les décisions qui affectent leur vie diminuer. Il a été noté que «L'activité économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux par la simple application de la logique commerciale. Cela doit être dirigé vers la recherche du bien commun: ce pourquoi la communauté politique en particulier devrait aussi prendre ses responsabilités. Par conséquent, il faut garder à l'esprit que de graves déséquilibres sont produits lorsque l'action économique, conçue simplement comme un moteur de création de richesse, est détachée de l'action politique, conçue comme un moyen d'obtenir justice par la redistribution. »¹

¹ Le Pape Benoît XVI, Deus Caritas Est, 36

Autonomisation

L'autonomisation a émergé comme un outil essentiel dans la lutte contre les effets pernicieux des inégalités sociales et économiques.

Les définitions de l'autonomisation tendent à tourner autour d'un groupe de concepts interdépendants incluant : le choix, la liberté, l'agence, la capacité, la participation, le contrôle de son propre destin, l'augmentation des ressources, des capacités, et une meilleure qualité de vie. Aucune de ces idées n'est pourtant pas directement synonyme de réappropriation du pouvoir. Cependant, l'ensemble contribue à un environnement holistique dans lequel les conditions d'autonomisation émergent plus facilement. Les priorités peuvent différer d'une définition à l'autre, mais la plupart se concentre sur le développement de la capacité latente des individus et des groupes dans le but de favoriser le bien-être et l'épanouissement humain. Les membres du Comité des ONG pour le Développement Social, dans cette déclaration utilisent la définition suivante de l'autonomisation: *L'autonomisation est l'expansion de la capacité, la volonté et la vision nécessaires pour les individus à devenir des agents efficaces du bien-être humain.*

Alors que la réelle autonomisation des personnes est souvent difficile à mettre en œuvre dans de nombreuses circonstances nationales; il est encore plus difficile de la réaliser dans un monde globalisé où il existe des défis encore plus complexes.

L'autonomisation signifie la participation effective des individus et des groupes dans les décisions qui ont un impact sur les dimensions sociale, juridique, politique et économique de leur vie. Elle est particulièrement liée à l'éradication de la pauvreté, au travail décent et à l'intégration sociale.

Participation

La participation continue d'être le moyen pratique par lequel l'autonomisation est souvent mesurée et quantifiée.²

La participation est importante. La répartition du pouvoir dans un groupe est souvent associée à l'inégalité en particulier en ce qui concerne les préjugés sexistes et des ressources économiques. Toutefois, une société est fondée sur le respect mutuel et la dignité humaine, où chaque membre est responsable et dont la contribution est nécessaire par tous les autres membres. Cela permet à tous ses membres d'avoir un pouvoir égal. Dans une société nationale ou locale totalement intégrée où il ya la participation populaire, la majorité des personnes contribue au développement de leur société et

² Cf. John Mathiason, Les impératifs de l'autonomisation et de la participation: note succincte de la réunion du Groupe d'experts sur le thème prioritaire de la Commission pour le développement social 2013-2014, août 2012.

partage équitablement les avantages de ce développement. Une telle «une société pour tous» envisagé au Sommet mondial pour le Développement Social à Copenhague³ se met en place petit à petit. Il faut du temps, de la compréhension, de ressources et de persévérance. Cette société est enracinée dans des relations fondées sur la dignité humaine et le respect mutuel qui découlent de droits de l'Homme et de l'égalité. En fait, vu à travers le prisme des droits de l'Homme, la participation exige que nous abordions les asymétries de pouvoir dans la communauté et que nous supprimions tous les obstacles économiques, juridiques, culturels, politiques et physiques qui entravent l'accès aux services et aux programmes des groupes marginalisés.

Dans la plupart des sociétés, il ya des degrés de participation variable qui impliquent une répartition inégale du pouvoir. La pleine participation à la prise de décisions qui affectent la vie d'un individu implique la disponibilité des choix et un environnement permettant de faire ces choix. La participation stimule l'épanouissement de la personnalité et des capacités de chacun. Elle renforce la confiance, l'estime de soi et fait éclore les compétences.

Il est impératif que les obstacles qui entravent la participation à la prise de décisions qui affecte la vie les individus soient surmontés. Les hypothèses sur le potentiel des individus doivent être examinées et confrontées. Les gens deviennent des agents efficaces du bien-être lorsque leur vision est humainement évaluée, leurs capacités développées et quand ils ont la volonté de faire de leurs rêves une réalité.

Les éléments structurels de la participation: les individus, les communautés, les groupes vulnérables, les institutions et les gouvernements soulèvent la question des formes indirectes ou représentatives de la participation et le rôle de la subsidiarité dans la construction de sociétés et l'autonomisation des personnes.

Les socles de protection sociale

Les socles de protection sociale sont de puissants outils efficaces pour réduire les vulnérabilités sociales et progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

La sécurité sociale n'est pas seulement un droit humain, mais une nécessité économique et sociale. 75% à 80% de la population mondiale n'a pas accès aux systèmes de sécurité sociale complet et n'a donc pas accès à la protection sociale en cas de besoin. Les programmes de protection sociale s'attaquent à de multiples problèmes : la pauvreté, la privation (un travail décent, l'éducation, aux soins de santé, la sécurité alimentaire, la

³ Le Club de Madrid, à travers leur projet de société a commencé à mettre en œuvre ce concept d'inclusion

sécurité du revenu). Ils sont un outil important dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. La mise en place de socles nationaux de protection sociale assure une base de sécurité sociale et accessible à tous.

Un socle de protection sociale renforce la cohésion sociale, contribue à éradiquer la pauvreté, facilite la participation des populations, contribue à l'amélioration du développement du capital humain et stimule une plus grande activité productive. En outre, il contribue à stabiliser la demande globale en temps de crise et d'accroître la résilience face aux chocs économiques, concourant ainsi à accélérer le redressement vers un développement plus inclusif et durable.⁴ «L'extension de la protection sociale est un investissement « gagnant-gagnant », rentable à la fois à court terme, compte tenu de ses effets de rôle de stabilisateur macroéconomique; mais aussi à long terme, en raison des impacts sur le développement humain et la productivité. »⁵

Une nouvelle coalition en faveur des socles de protection sociale comprenant des ONG des pays du Sud et du Nord en appui à la Recommandation 202 du BIT s'est formée pour plaider en faveur de la promotion de la protection sociale fondée sur les droits humains pour toutes les personnes et dans toutes les régions du monde.⁶

Les hommes et femmes doivent bénéficier de manière égale des systèmes de protection sociale. Et, pour les femmes tout au long de leur vie : même durant leurs responsabilités familiales. Ainsi, les différences dans l'accès aux services, à l'emploi et aux activités productives entre les femmes et les hommes doivent être abordées. Les femmes dans leurs rôles de femmes au foyer doivent être explicitement prises en charge par un programme de protection sociale.

Comme l'a noté le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits humains, le Dr Magdalena Sepulveda, «Selon le droit international des droits humains, les États ont l'obligation de répondre immédiatement aux besoins essentiels de la population : des droits à l'alimentation, à la santé, au logement, à l'éducation et à la sécurité sociale, La jouissance de ces droits par tous les individus n'est pas subordonnée à l'exécution de certaines actions ou à des prérequis. »⁷ Étant donné le consensus sur les droits fondamentaux, le concept de « pauvres méritants » doit être aboli.

⁴ « La protection sociale pour une mondialisation équitable et inclusive »,

<http://www.ilo.org/public/english/protection/secsoct/download/bachelet.pdf>

⁵ http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_166292/lang-en/index.htm

⁶ Cf. La 202 recommandations du BIT

⁷ Les droits de l'Homme, approche de la protection sociale, Magdalena Sepulveda et Carly Nyst, Ministère des affaires étrangères de Finlande, 2012, P.49

Les pays qui ont lancé un socle de protection sociale, par exemple le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, le Népal, et l'Afrique du Sud, ont constaté que le programme est finalement bénéfique pour eux. Il améliore la productivité de la main-d'œuvre parce que la santé et les espoirs des travailleurs sont en sécurité.

La recommandation n ° 202 de la Conférence internationale du Travail insiste sur le droit à la sécurité sociale, tout en reconnaissant que chaque pays est responsable de la conception, la réalisation et l'évaluation du programme de socle de protection sociale, qu'il initie.

L'éradication de la pauvreté dans le monde post 2015

L'économie mondiale tirée par la consommation utilise déjà l'équivalent de 1,5 des ressources naturelles de la planète, ce qui est insoutenable. Les 1,4 milliards de personnes dans le 20e centile le plus riche de la population mondiale consomment plus de 80% de la production mondiale – soit 60 fois plus que ceux du 20e percentile des plus pauvres⁸. La pauvreté, la rareté des ressources, les conflits et le changement climatique ont tous été exacerbés par les modes de consommation, de production et d'exploitation des ressources. Ce qui menace même l'avenir de l'humanité. Et, tandis que les Objectifs du Millénaire pour le développement ont essayé de renforcer le pouvoir de consommation de 2 milliards de personnes vivant dans la pauvreté, le temps est venu pour l'adoption des Objectifs du Millénaire pour la consommation de fournir des objectifs de consommation visant à inciter le monde riche à consommer plus durable et équitable. La retenue et la pleine conscience de l'impact de notre consommation individuelle et collective mènera à l'autonomisation des peuples et les aidera à vivre à l'abri du besoin et de la peur d'un avenir imprévisible et indésirable.

Il est impératif que le lien entre l'environnement (changement climatique et le réchauffement climatique) et la pauvreté soit clairement établi. Et, surtout il faut reconnaître que le respect de la protection, la promotion et la réalisation de tous les droits de l'Homme est la condition sine qua non au développement durable.

Nous saluons le travail de Rio +20, et appuyons la décision sur l'articulation des objectifs du développement durable, en tant que successeur aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Cette articulation devrait être holistique, inclusive, équitable et applicable universellement.

Nous encourageons fortement les États membres de l'ONU à travailler en collaboration avec la société civile dans l'élaboration d'un cadre global de développement de l'après

⁸ Cf Global Footprint Network

2015. Ces buts englobent les dimensions environnementales, économiques et sociales du développement durable, avec des objectifs et une structure de soutien.

Éducation

Le droit à l'éducation est fondamental et universel. Il permet l'autonomisation des individus et renforce la société en contribuant au bien commun, à la durabilité et à l'économie.

L'éducation formelle et l'éducation non formelle sont essentielles à la société : depuis la petite enfance, la jeunesse et l'âge adulte, bref durant la vie entière.

Le but de l'éducation est d'atteindre des niveaux satisfaisants de potentiel personnel et professionnel. En outre, l'éducation permet aux gens de reconnaître la relation entre le manque d'éducation et la pauvreté. Les besoins éducatifs spéciaux des groupes vulnérables doivent être abordés: le sexe, le handicap, les inégalités économiques et les besoins spéciaux.

Les possibilités d'éducation spécialisée sont nécessaires pour les personnes ayant des besoins particuliers ou des professions spécialisées. Nous appuyons fortement l'accroissement du transfert de technologies, un meilleur partage de l'information, le renforcement des capacités d'utilisation et le développement des nouvelles technologies de l'information (NTI).

La formation des enseignants est essentielle pour une éducation de qualité. Les enseignants qui sont sensibles aux différences culturelles, qui utilisent et respectent les connaissances et les ressources de l'apprenant sont des experts de la vraie éducation et des transformateurs de sociétés.

Les ressources pour le Développement Humain

Les ressources les plus importantes pour le développement sont les ressources humaines et naturelles présentes dans une communauté donnée. Le développement holistique qui soit socialement bénéfique pour tous, repose sur un engagement en faveur du bien commun et un profond respect pour la terre et ses ressources. Chaque membre de la communauté a un rôle à jouer. Chaque membre contribue et bénéficie des retombées. Tous les membres ont ce dont ils ont besoin.

Bien que chaque pays soit responsable au premier chef de son propre développement économique et social, les pays en développement ont besoin de ressources supplémentaires pour assurer un développement qui soit durable. Une importante mobilisation de ressources financières et techniques provenant d'une variété de sources

est essentielle. L'assistance officielle de développement (AOD) engage un minimum de 0,7% du PNB des pays développés; de plus, de nouvelles sources supplémentaires de financement au développement doivent être exploitées.

Une taxe sur les transactions financières (TTF) spécifiquement dirigée vers un socle de protection sociale injecte l'argent dans l'économie. C'est une très petite taxe, alors les investisseurs se sentent presque pas l'impact. Les revenus tirés d'une telle taxe aurait toutefois un impact très significatif sur le développement. Une TTF est déjà en place dans certains pays et le soutien à une TTF pour le développement est de plus en plus répandu. Par une large majorité en Janvier 2013, les ministres européens des finances ont approuvé l'implantation d'une TTF.⁹

Nous soutenons également la création d'un Fonds mondial pour la protection sociale comme l'a été récemment souligné dans les rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation et les droits de l'Homme et de la pauvreté extrême.¹⁰ Ce fonds ne remplacera pas les obligations nationales pour subvenir aux besoins de leurs citoyens.

Une autre ressource nationale efficace pour le développement est la réorientation d'une partie du budget national consacrée aux dépenses militaires. Ces fonds pourraient être disponibles immédiatement. Sa mise en œuvre dépend de la volonté politique des responsables gouvernementaux.

Autres mesures: alternatives au PIB

Alors qu'un consensus n'a pas été atteint sur la façon de mieux mesurer les biens de la société, au niveau politique, il a été reconnu qu'il ya un besoin d'aller au-delà du PIB pour évaluer la santé d'une société.¹¹ Au cours des vingt dernières années, plusieurs études ont été publiées sur les mesures alternatives de bien-être/qualité de vie / développement durable / progrès sociétal qui mettent en évidence le fait que tous ces termes sont étroitement liés les uns aux autres. Les organisations internationales, des chercheurs universitaires et des statisticiens officiels ont tous proposés des mesures alternatives afin de mieux refléter la richesse sociale et le soutien pour ses membres les moins fortunés.

⁹ 11pays incluant l'Allemagne, la France, l'Italie, et l'Espagne vont mettre en application la TTF avec une potentielle augmentation de près 40 milliards d'euros par an

¹⁰ www.ohchr.org/Documents/Issues/Food/20121009_GFSP_en.pdf

¹¹ Cf la déclaration d'Istanbul signée en juin 2007, par la Commission Européenne, l'OCDE, l'Organisation de la conférence Islamique, le Programme des Nations Unies pour le Développement, et la banque mondiale à la fin du second forum mondial de l'OCDE sur «les statistiques, la connaissance et la politique». Cf aussi www.oecd.org/oecdworldforum

D'autres indicateurs de richesse, de prospérité et de développement mettent un accent sur l'autosuffisance, l'équité, l'état de santé et cohésion sociale¹², ce qui conduit à l'autonomisation. Parmi ceux-ci se trouvent: l'indice de développement humain (IDH) tel que proposé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le L'Indicateur Réel de Progrès, l'Indice du Bonheur National brut, l'Indice d'épargne net ajusté de la Banque mondiale et l'Indice de Meilleure conditions de vie. Toutes ces mesures sont utiles pour éclairer la prise de décisions à tous les niveaux et pour contribuer à une autorégulation durable de l'environnement et des systèmes intégrés de développement.

Conclusion

L'autonomisation signifie la participation effective des individus et des groupes dans les décisions qui ont un impact sur les dimensions sociale, juridique, politique et économique de leur vie. Elle est intégralement liée à l'éradication de la pauvreté, au travail décent et à l'intégration sociale.

Dans une société socialement intégrée dont les valeurs fondamentales sont des droits humains, l'égalité et la durabilité; les personnes sont au centre, le bien commun est à l'honneur et les citoyens ont le pouvoir. Les citoyens contribuent à construire une société qui respecte la dignité et la valeur de tous. L'éradication de la pauvreté est sérieusement abordée, le travail décent est offert à tous les citoyens, le financement est mis à la disposition des services de base pour tous, en particulier les plus vulnérables.

Les recommandations

Comme moyen pour parvenir à l'autonomisation de leurs citoyens, nous recommandons aux gouvernements:

- Les travaux visant à promouvoir le bien commun à travers des mécanismes qui permettent la participation de tous les citoyens aux niveaux local et national à s'engager dans la vie sociale, politique et économique de leur société.
- La mise en œuvre la Recommandation 202 du BIT pour établir un socle de protection sociale nationale comme un moyen efficace d'autonomisation des personnes et de réduction de la pauvreté et des inégalités.
- Les travaux visant à mettre en œuvre les Principes directeurs récemment adoptés sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme.

¹² Ces mesures proposées par l'OCDE bien que subjective, sont plus inclusive et sont plus facilement disponibles pour l'analyse inter-pays

- La promotion de l'autonomisation juridique des personnes en particulier ceux vivant dans l'extrême pauvreté en assurant qu'ils aient accès à la justice, aux droits de propriété et à la protection du travail. Les enregistrements de naissances et des documents d'identité fournis sont essentiels.
- La mise en œuvre de l'agenda du travail décent de l'OIT et de son pacte mondial pour encourager et assurer le plein emploi et la sécurité du revenu.
- Faire vigoureusement face aux modes de production non durables, de consommation et d'exploitation des ressources dans leurs sociétés.
- Initier la transition vers des sources d'énergie à faible émission de carbone liées à la consommation plus écologique et la promotion des technologies économes en énergie.
- Assurer l'éducation formelle et non formelle pour tous, à tout âge, permettant ainsi aux individus de devenir des agents de changement dans leurs sociétés, et dans l'exercice de leurs droits. En outre, les citoyens doivent avoir le choix et le contrôle sur les décisions qui affectent leurs droits et leur bien-être.
- Développer des politiques publiques qui mettent l'accent sur l'utilisation et le développement des technologies d'information et de communication (TIC). L'infrastructure technologique et l'accès public inclusif doivent être renforcés comme un moyen concret de responsabiliser les sociétés.
- Les travaux visant à élargir les sources innovantes de financement du développement notamment à travers la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières, le Fonds mondial pour la protection sociale et la réduction des dépenses militaires.-

Préparé par le Comité d'ONG sur le développement social (NY)

Confirmé lors du Forum de la Société Civile, 5 Février 2013.